



Publication réalisée
par la représentation
de Méditerranée
Technologies à
Bruxelles
Victor Roulet,
[roulet@
mediterranee-
technologies.com](mailto:roulet@mediterranee-technologies.com)
tel : +32 2 741 87 58

SOMMAIRE

ÉDITO	2
ENTRETIEN	3
ACTUALITÉS ET DERNIÈRES NOUVELLES	4
Une présidence sans innovation ?	4
Un nouveau plan d'actions pour « Entrepreneuriat 2020 »	5
150 millions d'euros supplémentaires pour les PME innovantes... dans certains pays européens	5
680 millions d'euros pour l'élite de la recherche européenne	6
Deux projets récompensés à la hauteur de leurs excellences	6
PROGRAMMES, APPELS A PROJETS, CONSULTATIONS	7
Derniers appels, dernière chance avant 2014-2020	7
Spécialement pour les PME innovantes, un nouvel appel Eurostars	7
Consultation publique dans le domaine de l'énergie	8
La Commission à la recherche d'experts	8
DES NOUVELLES DE MT et du réseau	8
Meeting du projet Know Hub à Aix-en-Provence	8
AFFAIRES A SUIVRE	9
Événements à Bruxelles	9



L'Europe à la portée de votre entreprise.

france
méditerranée



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



Liberté • Égalité • Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE

Quelques nouveautés

ÉDITO

Nouvelle année, nouveaux défis et nouveau représentant. Après une période de formation au siège de Méditerranée Technologies, je suis maintenant en poste à Bruxelles en tant que successeur de Cyril Liance. Je suis honoré de commencer cette année intense à Bruxelles afin de servir nos PME, nos laboratoires, nos pôles de compétitivité et PRIDES.

Mes études en affaires européennes à Sciences-po Lille et au Collège d'Europe ainsi que mes expériences passées m'ont apporté une bonne compréhension du milieu européen. Par ailleurs, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ne m'est pas inconnue car j'ai pu y habiter durant quelques années. C'est donc avec un grand plaisir que je vais représenter et défendre l'innovation de nos acteurs régionaux. J'espère d'ailleurs pouvoir vous rencontrer lors de mes retours en Région, écouter vos attentes et répondre à vos questions.

Je me permets de vous présenter une nouvelle rubrique qui - je l'espère - sera pérenne. J'essaierai de m'entretenir avec des acteurs clés du débat européen afin d'éclaircir certains points et d'expliquer la situation à Bruxelles. Pour ce numéro de Pôleurope, j'ai pu discuter avec une personne particulièrement active, Anna Lisa Boni, la Directrice du bureau de représentation Provence-Alpes-Côte d'Azur à Bruxelles.

Le début de l'année est déjà riche en appels à projets, en recherche de partenaires européens et en évolutions législatives. La présidence irlandaise du Conseil de l'UE vient de commencer dans un climat assez tendu. Cette année qui débute sera forcément marquée par Horizon 2020 et les négociations budgétaires. D'ailleurs, l'accord trouvé par les chefs d'Etat et de gouvernement lors du Conseil européen du 7-8 février ne résout pas tout. Sous la pression de quelques Etats, ce budget a été fortement diminué par rapport à la proposition de la Commission. Bien que le Conseil européen mette en exergue l'importance de la recherche et l'innovation pour l'Europe, il a diminué sa dotation de 40 milliards d'euros par rapport à la proposition initiale. La sous rubrique « compétitivité pour la croissance et l'emploi » s'est donc vu offrir un peu plus de 125 milliards d'euros pour 7 ans et bientôt 28 Etats membres. Il s'agit certes d'une augmentation de 38% par rapport à la période actuelle, mais ce niveau n'est pas comparable aux 325 milliards et 373 milliards d'euros accordés à la politique de cohésion et à la PAC. En outre, le Parlement européen a déjà fait savoir qu'il n'accepterait pas un tel budget en l'état. Les eurodéputés souhaitent un budget en faveur de la croissance et de l'emploi. Ils seront certainement plus prompts à défendre la recherche et l'innovation. De nouvelles discussions sont donc à prévoir, mais le résultat semble encore bien incertain.

Malgré ces négociations budgétaires interminables, c'est avec beaucoup de motivation que je m'installe à Bruxelles et que je vous accompagnerai durant cette année pleine de défis.

ENTRETIEN



Trois agents régionaux, deux volontaires internationaux et un stagiaire composent l'équipe du bureau de représentation de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur à Bruxelles. Anna Lisa Boni en est la Directrice. Elle a bien voulu nous en expliquer l'organisation.

Quel est le rôle de la représentation PACA à Bruxelles ?

L'équipe à votre service, avec Anna Lisa Boni au centre.

A peu près 250 régions ont un bureau de représentation à Bruxelles. Au cours des dernières années, le fait régional est en effet devenu progressivement plus important. Notre rôle est d'être un relais entre les institutions européennes et le territoire que nous représentons, pour lequel nous travaillons. En fait, plus qu'un relais, il s'agit d'un canal où le contenu passe dans les deux directions : des institutions au territoire et du territoire aux institutions. Nous amenons la Région à Bruxelles avec pour mission de porter les spécificités de cette région, spécificités surtout méditerranéennes. Nous amenons notre intelligence, nos projets, nos bonnes pratiques. Nous devons faire connaître tout ça à Bruxelles, car il s'agit d'une scène unique qui rassemble les institutions européennes, les représentations de régions, de villes, d'organisations internationales et d'acteurs économiques. A l'inverse, nous essayons également d'amener l'Europe sur le territoire, auprès des acteurs. Insuffler une culture européenne en PACA en sensibilisant et en faisant des analyses croisées avec nos priorités régionales.

La Région PACA est-elle connue dans le milieu européen ?

Il faut faire attention car les milieux européen et bruxellois sont deux choses bien différentes. La Région PACA est très connue dans le milieu euro-méditerranéen car nous participons à des projets, réseaux, partenariats avec des régions de la rive Nord et Sud de la Méditerranée. Ensuite, au sein du milieu bruxellois, je dirais que oui, nous sommes un bureau connu dont la qualité du travail est reconnue. C'est vrai que nous sommes petits, nous n'avons pas le même impact que la Bavière par exemple. Mais sur certains sujets, notamment les aspects méditerranéens, nous avons réussi à bien nous positionner.

Explication :

Le bureau de représentation PACA travaille sur de nombreux secteurs : politique régionale, agriculture, transports, formation, recherche et innovation, coopération internationale... Sur ces sujets, il vise à défendre au mieux les intérêts de Provence-Alpes-Côte d'Azur en lien constant avec les services du Conseil Régional. Méditerranée Technologies cherche plus spécifiquement des informations pour les acteurs économiques concernés par l'innovation. La veille sur les programmes de la Commission et certains thèmes législatifs ainsi que la recherche de partenaires et projets européens sont ses missions principales.

Quelles sont vos relations avec les autres régions européennes ?

Nous avons beaucoup d'échanges avec les régions françaises. Il y a une bonne coordination et nous essayons d'avoir une position coordonnée face aux institutions. Nous allons souvent ensemble voir les représentants de la Commission. Nous travaillons aussi beaucoup avec les régions méditerranéennes et certains réseaux comme la Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe.

Avez-vous des relations avec des PME, universités ou laboratoires de la Région ?

Pas forcément, ou indirectement alors. Nous avons des contacts avec ceux qui sont déjà actifs et qui viennent à Bruxelles. Nous le faisons d'ailleurs en lien avec Méditerranée Technologies, comme sur la photonique par exemple. Nous avons des contacts avec PACA investissement qui travaille en direct avec des PME. Nous travaillons donc beaucoup avec les intermédiaires mais moins avec les PME. Notre employeur demeure le Conseil Régional. Mais si nous sommes sollicités par un autre acteur, une collectivité, une association ou une PME, nous répondons toujours et nous renvoyons parfois à Méditerranée Technologies, notamment lorsque cela concerne les financements européens pour les entreprises.

Avez-vous des évolutions prévues pour 2013 ?

En tant que structure, pas forcément. Mais en termes de défis, c'est une année très intéressante car il y a le montage des futurs programmes opérationnels des fonds structurels. Le Conseil régional va devenir l'autorité de gestion d'une bonne partie de ces fonds. Nous, à Bruxelles, nous allons contribuer à ce montage et voir comment même nos propres fonctions pourraient évoluer. Maintenant nous bouclons la partie lobbying, et nous entrons bientôt dans la partie mise en œuvre. C'est donc une année clé.

ACTUALITÉS ET DERNIÈRES NOUVELLES

Une présidence sans innovation ?

L'Irlande a souhaité résumer sa présidence du Conseil de l'UE par les mots « Stabilité, emploi, croissance ». L'innovation et la recherche devraient être pleinement concernées par cette présidence car il s'agit d'un des moteurs de notre économie. Les progrès concernant la recherche et l'innovation européennes risquent toutefois d'être assez limités. C'est d'autant plus dommage que la Commissaire à la Recherche, l'innovation et la science n'est autre que leur compatriote, Maire Geoghegan-Quinn.



Uachtaránacht na hÉireann ar
Chomhairle an Aontais Eorpaigh
Irish Presidency of the Council
of the European Union
eu2013.ie

Certes, l'Irlande va organiser des conférences sur les technologies clés génériques ou le futur de l'Internet, essayer de renforcer l'Espace européen de recherche et l'Institut européen de technologies. Dublin aimerait également améliorer les capacités d'innovation des PME européennes. Mais les vraies avancées se feront sur les questions budgétaires et les discussions sur Horizon 2020, le futur programme européen pour la recherche et l'innovation. Force est de constater que l'Irlande aura peu de marge de manœuvre sur ces dossiers.

Les autorités irlandaises essaieront de trouver un terrain d'entente acceptable entre le Parlement européen et des Etats membres. Un accord rapide semble difficile à imaginer, même si le Conseil européen est maintenant uni. L'Irlande devra donc faire preuve d'une grande diplomatie car ces âpres négociations détermineront la situation de la recherche et de l'innovation européennes pour les prochaines années.

Un nouveau plan d'actions pour « Entrepreneuriat 2020 »

La Commission a rendu publique sa communication présentant un plan d'action pour l'entrepreneuriat en Europe. Avec ce document, la Commission veut « rallumer » un esprit d'entreprendre qui reste bien terne chez les Européens. Une récente étude d'Eurobaromètre explique que seulement 37% des Européens aimeraient devenir auto-entrepreneurs.

Les actions seront divisées en trois piliers distincts : développer l'éducation entrepreneuriale, créer un climat favorable aux affaires et enfin viser des groupes spécifiques. Ainsi, la Commission souhaite développer l'Erasmus chez les jeunes entrepreneurs, rapprocher les PME et les universités, favoriser l'accès à la micro-finance, diminuer les lourdeurs administratives, mettre en réseau les femmes entrepreneurs, etc... Elle invite également les Etats membres à établir un environnement plus ouvert pour les entrepreneurs, notamment en baissant certaines taxes.

Il s'agit donc d'un document très général qui évoque de nombreux problèmes. Il faudra donc voir quelles sont les solutions concrètes apportées à ces nombreux problèmes, tout en espérant qu'un changement culturel puisse intervenir.

150 millions d'euros supplémentaires pour les PME innovantes... dans certains pays européens

En collaboration avec la Banque européenne d'investissement, la Commission vient de débloquer 150 millions d'euros supplémentaires afin de faciliter les prêts aux entreprises innovantes. Cet argent est destiné à un programme particulier du Risk Sharing Finance Facility, le Risk Sharing Instrument, initialement doté de 700 millions d'euros. Cette initiative pilotée par le Fonds européen d'investissement, ne prête pas directement aux PME. Le Fonds européen d'investissement traite avec des intermédiaires financiers nationaux qui sont ainsi encouragés à fournir des prêts ou garanties aux PME innovantes. Le Risk Sharing Instrument doit répondre aux difficultés des PME innovantes à trouver de l'argent frais tant les banques sont réticentes à faire confiance sur certains projets novateurs. Les prêts consentis oscillent maintenant entre 25 000 euros et 7,5 millions d'euros. Face à l'engouement des PME pour cet instrument, ces 150 millions d'euros supplémentaires ne seront pas de trop.

Les PME françaises ne verront toutefois pas un centime de cet argent. En effet, il n'y a toujours pas d'intermédiaires financiers trouvés sur notre territoire. Certes, cet outil n'a été lancé qu'en décembre 2011, mais nos voisins espagnols et italiens bénéficient déjà des fruits de cette initiative. Il est donc plus que regrettable que le Fonds européen d'investissements ne dispose pas d'appui en France.

680 millions d'euros pour l'élite de la recherche européenne

Le Conseil européen de la Recherche (CER) vient de récompenser 302 chercheurs sur les 2300 candidatures déposées, soit un taux de sélection de 13%. Grâce à ses Advanced Grants, le CER finance chaque année la fine fleur de la recherche européenne. Les vainqueurs se sont partagés 680 millions d'euros. Les projets sélectionnés obtiennent jusqu'à 2,5 millions d'euros.

Cette année, ce sont les Britanniques qui s'en sortent le mieux, avec 80 chercheurs récompensés. Même s'il n'y a que 39 de nos concitoyens qui ont été choisis, la France occupe la seconde position suivie de près par l'Allemagne (38). Représentant les pays les plus peuplés, il est logique que l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni soient en haut du tableau. Par rapport à la population totale, ce sont les Pays-Bas et le Danemark qui obtiennent les meilleurs résultats.

Le CER cherche à récompenser autant les sciences physiques que les sciences sociales. Ainsi, 18% des projets sélectionnés proviennent des sciences sociales.

A noter, la présence d'une personne de la Région parmi les vainqueurs grâce à un projet concernant les mathématiques. Félicitations à Gilles Lebeau, professeur à l'Université de Nice Sophia

Antipolis et membre du laboratoire Jean Alexandre Dieudonné (<http://math.unice.fr/laboratoire/pr%C3%A9sentation-du-laboratoire>)!

Deux projets récompensés à la hauteur de leurs excellences



Les projets « Graphène » et « Cerveau humain » ont remporté un concours organisé par la Commission sur les technologies futures et émergentes. Ces deux projets vont recevoir chacun un milliard d'euros sur dix ans afin que « l'Europe puisse conserver son statut de superpuissance de la connaissance » selon Neelie Kroes, Vice-présidente de la Commission. Ces projets vont mobiliser des centaines de chercheurs dans des dizaines de pays européens et extra-européens.

Ces deux initiatives phares chercheront également à combler le fossé entre la recherche et l'industrie car de nombreux grands groupes y seront associés. En outre, des appels à projets seront réalisés et permettront à de nouveaux partenaires de se joindre aux consortiums. Plus généralement, la France et la Région Provence Alpes Côte d'Azur sont très bien représentées dans les partenaires originels de ces deux projets scientifiques majeurs de l'Union européenne. Le Centre Interdisciplinaire

de Nanoscience de Marseille, l'Institut Non Linéaire de Nice ou l'Institut Matériaux Microélectronique Nanosciences de Provence font par exemple partie des collaborateurs sur ces projets. Plus d'informations sont disponibles sur les initiatives phares [Graphène](#) et [Cerveau humain](#).

PROGRAMMES, APPELS A PROJETS, CONSULTATIONS

Derniers appels, dernière chance avant 2014-2020

En ce début d'année, la Commission lance ses derniers appels à projets pour la période de programmation 2007-2013. Certains programmes spécifiques continueront à financer de nouveaux projets, mais ceux là sont rares. Il serait donc intéressant pour les entreprises, laboratoires et centres de recherche de la Région de participer à ces appels à projets afin d'avoir une expérience intéressante avant les programmes de la période 2014-2020.

Le programme ICT Policy Support Programme jusqu'au 14 mai

Le programme ICT Policy Support Programme s'adresse tout particulièrement aux PME car il vise à renforcer la compétitivité et l'innovation au sein de l'économie européenne en favorisant l'usage des hautes technologies. C'est plus de 125 millions d'euros qui sont alloués à des objectifs qui vont de l'open data à la protection des sites internet contre les cyber-attaques ou encore la mobilité intelligente. Certaines priorités peuvent également intéresser des partenaires liés à la santé car un thème entier est consacré aux TIC pour la santé, le bien vieillir et l'inclusion. La date limite pour déposer un projet a été fixée au 14 mai 2013. [Plus d'informations ici.](#)

Le programme Intelligent Energy Europe jusqu'au 8 mai

L'appel à projets Intelligent Energy Europe a été publié en décembre 2013 et les projets peuvent être soumis jusqu'au 8 mai 2013. Doté de 65 millions d'euros, ce programme cherche à atteindre les objectifs environnementaux et énergétiques fixés par l'UE (baisse des émissions de gaz à effet de serre de 20 %...). Il a également comme objectif plus global l'amélioration de la compétitivité et de l'innovation en Europe (comme ICT Policy Support Programme). Cet appel à projets 2013 a été bien très bien reçu et de très nombreux projets sont en cours de montage. Certains recherchent encore des partenaires. Les objectifs sont très larges et sont regroupés en quatre grands sujets. Il est donc possible de trouver un objectif correspondant à ses compétences et/ou besoins. [Plus d'informations ici.](#)

Quelques autres programmes

Il y a également quelques programmes particuliers qui ont récemment ouvert des appels à projets. Les initiatives technologiques conjointes Cleansky ([ici](#)) et Fuel Cells and Hydrogen ([ici](#)) sont maintenant prêtes à recevoir vos propositions.

Spécialement pour les PME innovantes, un nouvel appel Eurostars

Le programme Eurostars cherche à promouvoir la collaboration de PME innovantes à travers l'Europe. Eurostars cible en priorité les PME dites high tech, mais toutes les nouvelles technologies peuvent être financées, que vous travaillez dans le secteur agricole, des transports ou de la chimie. Vous pouvez vous associer à une université, un grand groupe, un centre de recherche, mais les PME restent la priorité de ce programme. Si vous êtes intéressés, vous pouvez déposer votre candidature jusqu'au 4 avril 2013 [ici](#).

Consultation publique dans le domaine de l'énergie

Bien évidemment, participer à des projets européens représente déjà une étape remarquable, mais sachez que vous pouvez également donner votre avis sur certains sujets techniques et prendre part à la toute première étape du processus décisionnel européen. La Commission recherche l'avis des PME, des centres de recherche, des universités afin de légitimer et de d'orienter au mieux ses propositions futures. Il ne faut pas hésiter car ce petit temps de rédaction peut avoir un impact considérable !

Une Communication relative aux technologies et l'innovation dans le domaine de l'énergie qui devrait avoir des conséquences importantes sur la politique énergétique ne demande qu'à être commentée. Les remarques sont possibles jusqu'au 15 mars 2013 et [c'est ici](#).

La Commission à la recherche d'experts

La période 2014-2020 va voir apparaître de nouveaux programmes européens. La Commission a besoin de l'avis et des conseils d'experts afin de préparer aux mieux Horizon 2020 et les nombreux appels à projets. Elle va donc structurer des groupes consultatifs dans des domaines très divers (TIC, l'innovation dans les PME, santé...).

Les membres de ces groupes consultatifs peuvent provenir du monde de l'industrie ou de la recherche, être les représentants de groupes d'intérêts collectifs ou de la société civile. Tout le monde a donc sa place dans ces instances qui vont avoir un pouvoir considérable afin d'influencer les programmes de la Commission. Si vous êtes intéressés, vous avez jusqu'au 6 mars 2013 pour vous faire connaître à cette adresse : http://ec.europa.eu/research/horizon2020/index_en.cfm?pg=h2020-experts

DES NOUVELLES DE MT et du réseau

Meeting du projet Know Hub à Aix-en-Provence

Depuis un an Méditerranée Technologies est partenaire du projet européen Know-Hub, qui a pour finalité de préparer l'intégration du concept de smart specialisation dans les politiques régionales d'innovation dans la perspective de la prochaine programmation 2014-2020.

Les 23 & 24 janvier les 11 partenaires du consortium se sont retrouvés à Aix-en-Provence, autour d'un workshop sur les questions liées au développement des « policy mix » pour la mise en œuvre des politiques d'innovation, avec en particulier un focus sur les outils pour développer le transfert de technologie pour améliorer la commercialisation de la recherche et la création de start-ups.

Des échanges autour des challenges et bonnes pratiques sur ces questions ont permis de nourrir les réflexions en cours pour la prochaine programmation dans les régions représentées.

Prochain meeting fin Avril en Allemagne dans la région de Weser-Ems.

Pour plus d'informations, visitez www.know-hub.eu

Evénements à Bruxelles

Le 28 février 2013

La préparation à Horizon 2020 va prendre de plus en plus d'importance. Dans cette perspective, le Parlement européen organise un débat sur « The Role of ICT for Energy Efficient Buildings - A Contribution to Horizon 2020 ». [Plus d'informations ici.](#)

Du 4 au 8 mars 2013

Une série d'événements organisée dans le cadre de la « EU Science: Global Challenges, Global Collaboration » (ES:GC2) au Parlement européen. [Plus d'informations ici.](#)

Le 7 mars 2013

L'initiative technologique conjointe Innovative Medicines Initiative, en association avec le Critical Path Institute organisent un événement sur les opportunités et les questions soulevées par le partenariat public-privé afin d'accélérer le développement des produits médicaux. [Plus d'informations ici.](#)